

original: AY

kopien : BRF KE SRU DY VSG GRN SIN SI NF HO KT CAF WER  
BJO LA CM RIA WOK FMD SUT KUR LTJ GH BOD KJ SFR

RAE

kopie nach kenntnisnahme vertraulich vernichten!

paris 21.9.92 1630 u r g e n t

00257 hhhhh

fuer ta-buero.

bitte weiterleitet an botschaft bruxelles, dublin und madrid.

EK TC-91 MP

pour: secretariat politique

copie: dfae: - secretariat chef du departement  
- secretaire d'etat j. kellenberger  
- ddi  
- division politique i  
- service economique et financier

dfae/dfep - bureau de l'integration (3x)

dfep: - secretariat chef du departement (fax)  
ofae (4x) { - secretaire d'etat f. blankart  
- ambassadeurs jeker, arioli, girard, imboden  
- service pays libre-echange

dff: aff, sd kaeser (fax)

copie transmise directement par radio/data care:

- mission suisse aupres des ce, bruxelles
- delegation suisse aupres l'aele et le datt, geneve
- delegation ocde, paris
- ambassades de suisse: athenes, bonn, bruxelles, copenhagen, dublin, helsinki, la haye, lisbonne, londres, luxembourg, madrid, oslo, stockholm, rome, vienne, washington

copie a transmettre par vos soins:

bns, zurich: pres. lusser, dg zwahlen

./.

21.09.1992 18:15 -t- mp

Dodis



Paris

r.p. 22/1992

21.09.1992-mi/sb

r e f e r e n d u m : un resultat serre mais positif

les francais ont donc approuve le traite sur l'union europeenne par 50,95 pourcent selon les resultats de ce matin. la france ratifiera donc le traite.

les courbes respectives du oui et du non ont suivi un trace relativement classique prevu par les politologues (cf. mon rd du 7.7.1992) mais la campagne en faveur du oui des deux dernieres semaines, si elle a permis de stopper sa chute, n'a pas provoque une adhesion tres marquee, l'incertitude a ete totale jusqu'au bout. le resultat est positif, mais, il semble a premiere vue que personne, dans la classe politique, ne soit gagnant.

l'enthousiasme des francais est en effet limite. une premiere analyse a chaud permet de degager certaines lignes de force tant pour la france que pour la ce et l'europe en general.

la campagne referendaire a permis aux francais pour la premiere fois de s'exprimer sur la construction europeenne. le referendum de 1972 sur l'adhesion du royaume uni n'avait pas vraiment

enclenche le debat, le taux d'abstention avait d'ailleurs ete eleve, et les elections au parlement europeen ont lieu dans l'indifference et sur des themes strictement francais.

cette fois-ci la construction europeenne a ete discutee en profondeur, souvent avec un degre de confusion assez eleve, car on a attribue a maastricht des consequences dues au traite de rome ou a l'acte unique.

par ailleurs beaucoup de francais ont exprime leurs inquietudes vis-a-vis d'une situation economique et sociale precarie et par rapport a une certaine idee qu'ils se font encore de la france.

cette confusion etait encore accrue par les arriere-pensees d'un certain nombre de leaders politiques, chacun essayant de se positionner en fonction d'un echeancier personnel.

la carte du vote sur maastricht traduit cette confusion et ces incertitudes.

les electeurs plus jeunes et plus instruits, semblent avoir vote pour le oui, de meme les regions au dynamisme economique plus fort (region parisienne, rhone-alpes) et celles deja ouvertes a l'europe (alsace) ont donne un vote positif massif. les regions rurales et celles plus eloignees de l'axe de developpement europeen (centre, sud-ouest) ainsi que celles possedant des industries en declin (nord) ont plutot rejete maastricht.

d'après les premières réactions le soir du scrutin, la classe politique française ne semble pas avoir intégré les éléments mis en relief par le référendum. Le débat est très rapidement revenu à la politique politicienne, chaque parti essayant de retomber sur ses pieds. La recombinaison politique ne se fera pas dans l'immédiat sur l'Europe et les élections législatives se feront selon le schéma classique gauche-droite. Seule l'élection présidentielle, élément en fonction duquel s'articule la vie politique française, fera réapparaître les clivages européens et permettra un éventuel reclassement. Aura-t-elle lieu à la date prévue (1995) ou sera-t-elle avancée? Le calcul politique du président et sa santé peuvent seuls donner la réponse.

Pour la CE, le résultat du référendum français signifie concrètement et avant tout que la France s'ajoute aux pays qui ont ratifié le traité. L'importance du vote négatif ne change pas ce fait, il peut néanmoins influencer la manière dont le traité sera appliqué. Mais avant d'en arriver là il faudra attendre que les pays qui ne l'ont pas encore fait ratifient eux aussi le document de Maastricht.

Dans cette optique, la France passe le témoin à la Grande-Bretagne qui peut être la source de beaucoup d'incertitudes. À première vue, il paraît difficile que Paris accepte maintenant de renégocier le traité, après que ses leaders politiques ont tout fait pour le faire adopter et ont assuré qu'il ne pouvait être renégocié. Paris pourrait même, au prix d'un réaménagement du SME et si l'Allemagne s'y prête, pousser la réalisation de l'UEM.

Une certaine souplesse pourrait par contre intervenir en faveur du Danemark pour tenir compte, temporairement, de ses difficultés. De même le travail de la Commission de la CE ne sera pas facilité et les actions de certains commissaires (cf. Leon Brittan) pourraient être suivies avec beaucoup d'attention.

L'incertitude demeurera et la réunion d'urgence du conseil européen risque de créer un nouveau rendez-vous que la CE ne pourra pas manquer.

vis-à-vis des pays tiers, la CE, devra, une fois de plus, faire ses preuves. La recherche de l'unité ne facilitera pas les relations avec le reste du monde. Les pays candidats à l'adhésion seront peut-être placés sous le régime de la douche écossaise: priorité à l'union européenne mais aussi désir d'élargir le groupe des pays susceptibles de participer à l'UEM dès le départ. Le vote de la France rurale, massivement hostile à Maastricht, met en relief la difficulté que le gouvernement rencontrera pour faire des concessions dans le cadre de l'Uruguay Round.

Jaometti.